

Table of Contents

<u>ZHARI TOUJOURS SURVEILLÉ</u>	1
<u>LE CANADA DEVRAIT OUVRIR UN CENTRE DE DÉTENTION</u>	2
<u>NOS AMIS AFGHANS</u>	3
<u>Un puits à sec... un hôpital aussi</u>	5
<u>Notre journaliste de la semaine; Les soldats en Afghanistan, la part des jeunes dans tout ça?</u>	7
<u>Des ravisseurs des Sud-Coréens tués</u>	8
<u>Un centre de détention canadien en Afghanistan?</u>	9
<u>Croix-Rouge: le Canada devrait ouvrir un centre de détention en Afghanistan</u>	10
<u>Le Canada demeurera dans le district de Zhari aussi longtemps qu'il le faudra</u>	11

ZHARI TOUJOURS SURVEILLÉ

SOURCETAG 0709160056
PUBLICATION: Le Journal de Montréal
DATE: 2007.09.16
EDITION: Final
SECTION: Nouvelles
PAGE: 21
BYLINE: PC
DATELINE: KANDAHAR
WORD COUNT: 186

L'armée canadienne restera dans ce district aussi longtemps qu'il le faudra

Les forces canadiennes continueront d'assurer la sécurité dans le dangereux district de Zhari tant que les Afghans ne seront pas en mesure de le faire, a affirmé hier le colonel Christian Juneau, commandant adjoint des troupes canadiennes dans le sud de l'Afghanistan.

Mais en bout de ligne, ce sera aux forces afghanes d'assurer la sécurité de ce territoire.

Les Canadiens seront en mesure de prêter main-forte aux Afghans à l'occasion, mais le Canada s'attend à ce que le gros du travail soit effectué par les troupes locales, a déclaré M. Juneau lors d'une visite d'un nouveau point de contrôle canadien.

Zone reprise

Cette section de la route était auparavant sous contrôle canadien, mais les soldats qui la défendaient ont dû être déployés ailleurs. Les talibans en ont alors profité pour reprendre la zone aux soldats afghans, une situation qui ne devrait pas se produire de nouveau, selon le colonel Juneau.

Le point de contrôle sera occupé par des membres des forces nationales afghanes, appuyés par des troupes canadiennes. L'armée canadienne y fera du mentorat un certain temps et un programme de mentorat policier y sera également instauré. !@MOTSCLES=AFGHANISTAN

LE CANADA DEVRAIT OUVRIR UN CENTRE DE DÉTENTION

SOURCETAG 0709160055
PUBLICATION: Le Journal de Montréal
DATE: 2007.09.16
EDITION: Final
SECTION: Nouvelles
PAGE: 21
BYLINE: PC
DATELINE: HALIFAX
WORD COUNT: 53

Ottawa devrait évaluer la nécessité d'ouvrir un centre de détention en Afghanistan, a estimé hier une conseillère juridique de la Croix-Rouge.

"Je ne dis pas que ce serait la situation idéale, a dit Isabelle Daoust, mais ce devrait être une option. "

Certaines allégations ont fait état de mauvais traitements infligés à des prisonniers capturés par les Canadiens
!@MOTSCLES=CROIX-ROUGE

NOS AMIS AFGHANS

SOURCETAG 0709160047
PUBLICATION: Le Journal de Montréal
DATE: 2007.09.16
EDITION: Final
SECTION: Nouvelles
PAGE: 16
ILLUSTRATION: 1. PHOTO PC Au fil des discussions et des échanges, Occidentaux et Afghans se rapprochent.
BYLINE: CAPORAL–CHEF MARTIN FORGUES JOURNAL DE MONTRÉAL
COLUMN: Lettres d'Afghanistan\Collaboration spéciale
WORD COUNT: 505

COLLABORATION AUTORISÉE PAR L'ARMÉE CANADIENNE — afghanistan@journalmtl.com

KANDAHAR, Afghanistan — Mes collègues militaires membres de l'équipe provinciale de reconstruction et moi-même faisons face quotidiennement à un type d'ennemi autre que l'insurrection talibane. Cette difficulté, c'est la compréhension des rites traditionnels de nos vis-à-vis afghans.

En ce début de Ramadan, nous devons nous adapter à une multitude de rites religieux pratiqués par la majorité de la population locale. On doit ainsi éviter de manger ou boire en leur présence.

Leur mode de vie nécessite aussi une adaptation de notre part. Les Afghans ont une vision très différente de la nôtre en ce qui a trait au travail.

Le temps est, pour eux, une notion plutôt floue. Ils n'ont pas d'horaires fixes.

Ensuite, il n'existe pratiquement pas d'aire de repos ; il n'est pas rare de voir des travailleurs allongés un peu partout sur un chantier au gré de l'ombre disponible. De plus, le ratio travail/repos est plutôt inverse au nôtre.

De l'oeil d'un observateur occidental, une telle désinvolture sur un lieu de travail ressemblerait à de la paresse, et peut-être même à un manque d'intégrité.

Cependant, il faut se rappeler le contexte, où la chaleur écrasante déclenche à tout coup la chasse à l'ombre et épuise le corps.

Condition de travail

De plus, les Afghans sont des gens très endurcis de par leurs conditions de vie. Lorsqu'ils travaillent, ils le font d'arrache-pied, souvent avec des moyens archaïques qui défient les lois de la logique, de la physique et... de la CSST.

Combien de fois avons-nous vu des ouvriers souder en sandales ou lancer des briques une par une à un collègue ?

Certes, ils travaillent différemment, mais il est difficile de ne pas admirer la qualité de leur travail.

Rites sociaux

Combien de fois, au sein de nos cercles sociaux, déclinons-nous l'offre d'un café, thé, verre ou repas?

Chez nous, un tel refus ne nous paraît pas nécessairement insultant. Mais, en Afghanistan, c'est une autre histoire.

Les Afghans ont un sens de l'honneur très développé. Particulièrement pour les Pachtounes, dont les règles de vie sont régies par un code nommé le Pashtun Wali, qui comprend les notions d'honneur, d'hospitalité, de grâce faite à l'ennemi vaincu et même de vengeance (afin de restituer l'honneur perdu).

Plusieurs Afghans ici nous offrent de partager le thé et même leur repas. Il n'est pas bien vu de refuser une telle invitation.

Les Afghans se perçoivent comme mettant beaucoup d'efforts dans la perception qu'ont les autres d'eux, donc décliner une simple tasse de thé vient remettre en question l'intégrité de cette perception. Par contre, accepter crée entre les hôtes des liens qui se renforcent au fil des discussions et des échanges.

Faux pas

Bien que beaucoup d'Afghans soient conser-vateurs, d'autres sont très curieux et cherchent à s'ouvrir sur un monde extérieur qui leur est de plus en plus accessible.

Bien sûr, certains faux pas peuvent refroidir, ne serait-ce que temporairement, les relations entre nos deux cultures.

Par exemple, demander à un Afghan comment va sa famille peut être interprété comme une remise en question de ses capacités en tant que chef de famille. Ces faux pas sont réciproques: par exmple, il peut nous paraître offensant de remettre en question l'égalité homme-femme.

La clé demeure le respect mutuel. Chercher à se comprendre les uns des autres. Dans certains cas vécus ici, partager nos différences a provoqué plusieurs rapprochements et a, ne serait-ce qu'un peu, ouvert certains esprits des deux côtés.

Voilà pourquoi il est important de passer outre nos préjugés, car derrière un être apparemment fermé se cache souvent un esprit curieux, mais craintif.

* * *

NDLR. : En raison de problèmes de transmission, la chronique du caporal-chef Forgues vous est exceptionnellement présentée aujourd'hui, dimanche, au lieu de samedi.

Un puits à sec... un hôpital aussi

PUBLICATION: La Presse

DATE: 2007.09.16

SECTION: Plus

PAGE: PLUS5

BYLINE: Meunier, Hugo; Tremblay, Martin

PHOTO: Photo Martin Tremblay, la presse (c) A l'hôpital du district de Spin Boldak, ça fait deux mois qu'on creuse, à la recherche d'eau. Le travail devait à l'origine prendre un mois seulement. Photo martin tremblay, la presse Photo Martin Tremblay, La Presse

DATELINE: SPIN BOLDAK, Afghanistan

ILLUSTRATION: Selon un médecin, la situation s'est nettement détériorée depuis que plusieurs afghans ont décidé de fuir des régions plus hostiles du pays pour s'installer à Spin Boldak.; C'est l'armée canadienne qui finance le projet. Les Afghans font le boulot et refilent la note aux Canadiens. Une manière de donner un visage afghan aux solutions.

WORD COUNT: 631

Il faut le voir pour le croire. Un dromadaire qui tire une corde pour ramener à la surface des seaux de terre, remplis par un ouvrier à 60 mètres de profondeur, dans un trou d'à peine un mètre de diamètre. Une tâche inhumaine, mais c'est la méthode employée par les entrepreneurs afghans pour creuser les puits.

Ici, à l'hôpital du district de Spin Boldak, ça fait deux mois qu'on creuse, à la recherche d'eau. Le travail devait à l'origine en prendre un seul. C'est l'armée canadienne, par l'entremise de son équipe de reconstruction provinciale (ERP), qui finance le projet. Les Afghans font le boulot et refilent la note aux Canadiens. Une manière de donner un visage afghan aux solutions, explique-t-on.

Mais en voyant ce dromadaire s'esquinter en tirant sa corde reliée à une sorte de poulie en bois, on devine que les résultats peuvent être longs à obtenir. "Dans une semaine, ça sera prêt!" lance l'entrepreneur afghan à la patrouille canadienne venue faire le suivi du travail. "Ça fait un mois qu'il me dit ça", dit en grimaçant le capitaine Steve Winters, de Repentigny, responsable de l'ERP à Spin Boldak.

Du fond du trou, une voix lointaine se fait entendre. Autour, les excréments du dromadaire jonchent le "chantier".

Un puits creusé avec des forets aurait coûté entre 20 000 et 30 000\$ au Canada. Celui sur lequel peine le dromadaire ne dépasse pas les 5000\$. L'ERP a un budget d'environ deux millions de dollars pour l'ensemble du territoire. Actuellement, 26 projets ont été donnés en soumission à des entrepreneurs locaux. La plupart des puits seront creusés à des endroits identifiés par les leaders locaux. L'aménagement de bassins de rétention d'eau pour l'agriculture et la réfection de quelques écoles et mosquées sont aussi prévus.

Chaque projet est un grain de sable dans ce pays ravagé par des décennies de guerre. Ainsi, même si le puits est jugé prioritaire à l'hôpital de Spin Boldak, c'est presque tout l'établissement qu'on devrait retaper. A notre passage, la génératrice ne fonctionnait pas, les armoires à pharmacie criaient famine, les planchers et les murs étaient tout craquelés et les quelques salles de soin n'abritaient qu'un lit ou deux, parfois même seulement un tapis.

Pénurie de médicaments

Dehors, des familles entières, surtout des enfants, campent par terre. "On a besoin de médicaments ici", plaide

le Dr Hidayat Allah, directeur de l'établissement. Le capitaine Winters lui demande de dresser par écrit l'inventaire des médicaments qu'il lui faudrait pour une période de 12 mois. La liste sera ensuite acheminée à Kandahar, où l'état-major l'approuvera ou non. Le processus normal. Selon le médecin, la situation s'est nettement détériorée depuis que plusieurs afghans ont décidé de fuir des régions plus hostiles du pays pour s'installer à Spin Boldak. "Selon le recensement du gouvernement, nous sommes 60 000. Mais en fait nous sommes maintenant 200 000 seulement à Spin Boldak, et encore plus si on inclut les villages limitrophes", affirme Hidayat Allah. Sur son site internet, le gouvernement canadien estime à 100 000 la population totale du district.

A part quelques cliniques encore plus austères, l'hôpital d'Hidayat Allah est le seul établissement de santé de la région. En cette période de l'année, les cas de gastro-entérite, typhoïde, malnutrition et maladies de la peau sont légion. Le Dr Allah aurait aussi besoin d'un chirurgien. "Ici, tout le monde est sans éducation, on devra le faire venir de Kaboul", explique le médecin. Au même moment, un coup de feu retentit de la rue. Un coup de semonce tiré par les militaires canadiens restés à bord des blindés garés devant l'hôpital. Un motocycliste s'approchait un peu trop près d'eux à leur goût.

Notre journaliste de la semaine; Les soldats en Afghanistan, la part des jeunes dans tout ça?

PUBLICATION: La Presse
DATE: 2007.09.16
SECTION: OUPS
PAGE: ARTS SPECTACLES10
WORD COUNT: 238

Comme vous le savez, le gouvernement conservateur Harper fait participer les soldats canadiens à la guerre en Afghanistan. Par contre, le décompte des morts s'élève à 68 soldats ainsi qu'un diplomate depuis le début de la mission en 2002.

Stephen Harper parle de retirer ses soldats en février 2009, mais devons-nous attendre la mort d'autres soldats assis confortablement sur notre divan?

Harper est piégé. Les autres partis fédéraux menacent de le renverser s'il ne retire pas ses soldats dans les plus bref délais. De plus, l'alliance canado-américaine entre Stephen Harper et George W. Bush met notre premier ministre dans une position délicate. S'il rompt cette alliance, les retombées politiques et économiques seront grandes.

Et les jeunes dans tout ça? Ont-ils une influence sur la future décision de Stephen Harper? Beaucoup plus que vous ne le pensez. Pour les hommes politiques, nous sommes la génération de demain, et ils tentent déjà le maximum pour gagner des votes pour le futur. Alors notre mission à nous est de nous tenir informés et de participer d'avantage aux débats politiques.

De plus, les jeunes qui jouent aux jeux vidéo violents ne banalisent-ils pas souvent les guerres, habitués qu'ils sont à voir des morts et à combattre à coups de fusil les talibans ou autres "méchants" ?

Alors oui, les jeunes peuvent avoir un impact et doivent le saisir si nous voulons être l'avenir de la société.

Que pensez-vous de notre participation à la guerre contre les talibans? Envoyez nous vos commentaires à oups@lapresse.ca

Gaelle collaboratrice spéciale

Des ravisseurs des Sud-Coréens tués

PUBLICATION: La Presse
DATE: 2007.09.16
SECTION: Monde
PAGE: A14
COLUMN: Le tour du globe
SOURCE: Agence France-Presse
WORD COUNT: 146

Plusieurs islamistes ont été tués et un autre arrêté vendredi dans une opération des forces internationales et afghanes contre la cache des ravisseurs de 23 Sud-Coréens en juillet dans le sud de l'Afghanistan, selon un communiqué de la coalition. "De nombreux présumés militants ont été tués et un arrêté au cours d'une opération aujourd'hui dans la province de Ghazni", indique le texte. Les soldats se sont rendus dans le district de Qarabagh où des "militants présumés talibans se cachaient". La police afghane a précisé pour sa part que la coalition avait tué six islamistes, dont de hauts responsables, mais que le commandant de la région tenu pour responsable de l'enlèvement des Sud-Coréens le 19 juillet, Abdullah Jan, avait réussi à s'enfuir.

Un centre de détention canadien en Afghanistan?

PUBLICATION: La Presse
DATE: 2007.09.16
SECTION: Actualités
PAGE: A5
SOURCE: Presse Canadienne
DATELINE: HALIFAX
WORD COUNT: 224

Ottawa devrait évaluer la nécessité d'ouvrir un centre de détention en Afghanistan, a estimé hier une conseillère juridique de la Croix-Rouge canadienne. "Je ne dis pas que ce serait la situation idéale, a affirmé Isabelle Daoust, mais ce devrait être une option."

Mme Daoust a fait cette déclaration au cours d'une discussion entre experts sur le rôle du Canada dans le traitement des détenus en Afghanistan, organisée dans le cadre d'une conférence humanitaire à l'Université Dalhousie.

Selon Mme Daoust, le gouvernement fédéral devait trouver une façon de s'assurer que les droits des détenus en Afghanistan sont respectés. "C'est une décision politique qui doit être prise par notre gouvernement", a-t-elle déclaré lors d'un entretien après la discussion de groupe.

Certaines allégations ont fait état de mauvais traitements infligés à des prisonniers capturés par les Canadiens une fois qu'ils sont confiés aux autorités afghanes. En réponse à ces allégations, Ottawa a renégocié son accord sur les transferts de prisonniers avec l'Afghanistan afin de garantir aux autorités canadiennes un accès aux détenus transférés.

L'organisme international de défense des droits humains Amnistie internationale conteste devant les tribunaux le pouvoir d'Ottawa de remettre d'autres prisonniers aux autorités afghanes.

Hilary Holmes, militante de l'organisme, qui prenait également part à la discussion, prétend que les pays de l'OTAN devront prendre position sur la façon de traiter les détenus.

Croix-Rouge: le Canada devrait ouvrir un centre de détention en Afghanistan

DATE: 2007.09.15

KEYWORDS: DÉFENSE INTERNATIONALE JUSTICE POLITIQUE

PUBLICATION: pcf

WORD COUNT: 243

HALIFAX (PC) _ Ottawa devrait évaluer la nécessité d'ouvrir un centre de détention en Afghanistan, a estimé samedi une conseillère juridique de la Croix-Rouge canadienne.

"Je ne dis pas que ce serait la situation idéale, a affirmé Isabelle Daoust, mais ce devrait être une option."

Mme Daoust a fait cette déclaration au cours d'une discussion entre experts traitant du rôle du Canada dans le traitement des détenus en Afghanistan organisée dans le cadre d'une conférence humanitaire, à l'Université Dalhousie.

Selon Mme Daoust, le gouvernement fédéral devait trouver une façon de s'assurer que les droits des détenus en Afghanistan étaient respectés.

"C'est une décision politique qui doit être prise par notre gouvernement", a-t-elle déclaré lors d'un entretien après la discussion de groupe.

Certaines allégations ont fait état de mauvais traitements infligés à des prisonniers capturés par les Canadiens une fois qu'ils étaient confiés aux autorités afghanes.

En réponse à ces allégations, Ottawa a renégocié son accord sur les transferts de prisonniers avec l'Afghanistan afin de garantir aux autorités canadiennes un accès aux détenus transférés.

L'organisme international de défense des droits humains Amnistie Internationale conteste devant les tribunaux le pouvoir d'Ottawa de transférer d'autres prisonniers aux autorités afghanes.

Hilary Holmes, une militante de l'organisme qui prenait également part à la discussion, prétend que les pays de l'OTAN devront prendre position sur la façon de traiter les détenus.

"Ces pays doivent décider s'ils peuvent faire quoi que ce soit de façon conjointe, a-t-elle déclaré en entrevue. S'ils font quelque chose de façon conjointe, est-ce que ce projet pourrait également impliquer les autorités afghanes et s'intégrer dans cette reconstruction à long terme? Il y a moyen, s'ils s'en donnent la peine, de détenir quelqu'un dans de bonnes conditions."

GG8716-FGFD69.cpg

Le Canada demeurera dans le district de Zhari aussi longtemps qu'il le faudra

DATE: 2007.09.15

KEYWORDS: INTERNATIONAL POLITIQUE DÉFENSE

PUBLICATION: pcf

WORD COUNT: 256

KANDAHAR, Afghanistan (PC) _ Les forces canadiennes continueront d'assurer la sécurité dans le dangereux district de Zhari tant que les Afghans ne seront pas en mesure de le faire, a affirmé samedi le colonel Christian Juneau, commandant adjoint des troupes canadiennes dans le sud de l'Afghanistan.

Mais en bout de ligne, ce sera aux forces afghanes d'assurer la sécurité de ce territoire. Les Canadiens seront en mesure de prêter main-forte aux Afghans à l'occasion, mais le Canada s'attend à ce que le gros du travail soit effectué par les troupes locales, a déclaré M. Juneau lors d'une visite d'un nouveau point de contrôle canadien érigé sur une route qui était jusqu'à tout récemment sous forte emprise des talibans.

Cette section de la route était auparavant sous contrôle canadien, mais les soldats qui la défendaient ont dû être déployés ailleurs. Les talibans en ont alors profité pour reprendre la zone aux soldats afghans, une situation qui ne devrait pas se produire de nouveau, selon le colonel Juneau.

Le point de contrôle sera occupé par des membres des forces nationales de sécurité afghanes, appuyés par des troupes canadiennes. L'armée canadienne y fera du mentorat un certain temps et un programme de mentorat policier y sera également instauré.

Le colonel Juneau ne pouvait toutefois dire dans combien de temps exactement le contrôle passerait totalement aux mains des autorités afghanes, bien qu'il souhaite que ce soit d'ici quelques mois. Ce délai paraît toutefois optimiste pour certains observateurs, compte tenu du degré de corruption qui mine toujours les forces policières afghanes.

WW8647-FGFD68.cpg